

[lecourriercauchois.fr](http://lecourriercauchois.fr)

## Normandie. 303 postes d'enseignants pourraient être supprimés à la rentrée

Cédric Thomire

3-4 minutes

---

303 postes d'enseignants pourraient être supprimés à la prochaine rentrée dans l'académie de Normandie. Le chiffre a été dévoilé mardi 27 janvier par le SNES-FSU Normandie : 150 postes dans les collèges et lycées, 153 dans les écoles. Le syndicat reprend les chiffres annoncés par le ministère de l'Education nationale la veille, en comité social d'administration ministériel. Mais en Normandie, le rectorat indique qu'il est prématuré de tirer toute conclusion : "*Les éléments présentés aux organisations syndicales l'ont été à titre prévisionnel et restent dépendants de l'adoption définitive du projet de loi de finances.*" Aussi le rectorat ne communiquera la répartition au niveau de l'académie qu'"*une fois que le dialogue social aura eu lieu*".

### "Tout le monde est perdant"

Le SNES-FSU alerte toutefois sur l'ampleur des suppressions supposées, qui s'ajoutent à celles déjà actées ces dernières années : 137 postes supprimés à la rentrée 2025, 93 en 2024 et 121 en 2023. Au total, près de 500 postes d'enseignants ont disparu en quatre rentrées scolaires dans les collèges et lycées de l'académie de Normandie, déplore le SNES-FSU. "*C'est l'équivalent d'une douzaine de collèges ou de six lycées qui auraient purement et simplement fermé leurs portes*", alerte Claire-Marie Féret, secrétaire académique du SNES-FSU Normandie. Une comparaison d'autant plus marquante que, selon le syndicat, "*les baisses démographiques annoncées ne sont pas du tout de cette ampleur*".

Le syndicat redoute des classes plus chargées, des fermetures d'options et de spécialités, ainsi que la disparition d'enseignements en groupes réduits. "*Elèves comme enseignants, tout le monde est systématiquement perdant*", résume la responsable syndicale. Le SNES-FSU demande qu'aucun poste ne soit supprimé, ou mieux, que de nouveaux soient créés "*pour retrouver de meilleures conditions de travail, notamment en baissant le nombre d'élèves par classe ou pour dédoubler les cours de langue*".

### "L'éducation n'est pas une marchandise"

"*L'éducation n'est pas une marchandise. On ne peut pas économiser sur le dos des élèves et des personnels*", insiste Claire-Marie Féret. La secrétaire académique pointe également une contradiction avec les discours ministériels récents. "*Quand le ministre écrit aux professeurs : 'Vous êtes notre espoir, parce que notre avenir commun se joue chaque jour dans vos classes', ces mots sonnent aujourd'hui comme une véritable provocation*", estime-t-elle.

C'est mardi 3 février que la ventilation de ces chiffres par département devrait être connue, lors d'un comité social d'administration à l'échelle du rectorat.